

ARRETE PREFECTORAL N° 1467 DU 11 OCTOBRE 2023

Portant mise en demeure de respecter les prescriptions édictées
au titre de la protection stricte des espèces

SOCIÉTÉ CARRIERE DES BUIS
LADOIX-SERRIGNY (21230)

Le Préfet de la Côte-d'Or

VU le code de l'environnement ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU l'arrêté préfectoral n°548 du 23 juillet 2019 autorisant le renouvellement de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches calcaires et ses installations annexes exploitée par la société CARRIERE DES BUIS sur le territoire de la commune de Ladoix-Serrigny ;

VU l'arrêté préfectoral n°21-2019-07-30-004 du 30 juillet 2019 portant dérogation à l'interdiction de détruire des habitats d'espèces protégées et des espèces animales protégées dans le cadre du renouvellement de l'exploitation d'une carrière de roche massive calcaire pour la production de pierres ornementales sur la commune de Ladoix-Serrigny ;

VU le rapport du 2 août 2023 de la visite d'inspection du 19 avril 2023, transmis à l'exploitant par courrier du 2 août 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 10 août 2023 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU les observations présentées le 7 septembre 2023 par la société CARRIERE DES BUIS sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière du 23 juillet 2019 susvisé est une autorisation environnementale relevant du chapitre unique du titre VIII du livre I^{er} du code de l'environnement, avec les autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments énumérés par le I de l'article L. 181-2 du même code ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral de dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées du 30 juillet 2019 susvisé constitue une des dérogations visées au 5° du I de l'article L. 181-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que par conséquent la dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées est intégrée à l'autorisation environnementale de la carrière ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 susvisé dispose :

- article 5-6 : « Un suivi écologique doit être réalisé par des spécialistes dans les conditions mentionnées dans le dossier de demande de dérogation au titre des espèces animales protégées de juillet 2018 (2.8. R2.2o - mesure de réduction technique en phase d'exploitation : gestion écologique des mosaïques d'habitats mésoxérophiles dans la zone d'emprise d'autorisation).

Ce suivi comprend :

- un suivi floristique et phytosociologique (dont un suivi des espèces invasives),
- un suivi des oiseaux nicheurs,
- un suivi des espèces de rophalocères et d'orthoptères présentes.

Il est réalisé aux années N+1, N+3, N+5, puis tous les cinq ans pendant la durée de l'exploitation, avec N qui désigne l'année de l'autorisation d'exploiter. Il est également réalisé la dernière année.

Les rapports de suivi sont transmis à l'inspection des installations classées. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 19 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) et le chargé de mission espèces protégées ont constaté :

- article 5-6 : « Le suivi environnemental a été réalisé en année N+2 (2021), il n'y a pas eu de suivi environnemental ni en année N+1 (2020), ni en année N+3 (2022). Le rapport de suivi environnemental est lacunaire. La localisation des espèces contactées est imprécise. Le temps consacré à la tâche ne permet pas d'espérer un inventaire exhaustif des espèces présentes. »

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé dispose :

- article 5.2.4 : « Lors de la réalisation des travaux, le bénéficiaire de la dérogation procède au comblement des ornières et dépressions humides afin de limiter l'attractivité du site pour les batraciens. »
- article 5.2.5 : « Préalablement au démarrage des travaux, le bénéficiaire de la dérogation fait procéder à la mise en place d'abris hivernaux et de gîtes favorables aux reptiles. Ces gîtes et abris sont répartis sur les pourtours de l'emprise d'extraction, conformément au plan situé en annexe 2.»
- article 5.2.7 : « Le bénéficiaire de la dérogation met en œuvre une gestion écologique au droit des mosaïques d'habitats mésoxérophiles situés dans la zone d'emprise d'autorisation et cartographiés en annexe 3, afin de préserver les reliquats de pelouses et de fructicees existants. Un plan de gestion de ces espaces est rédigé suivants les modalités définies à l'article 5.4.2.»
- article 5.3 : « Le bénéficiaire de la dérogation procède à la mise en œuvre des mesures de compensation suivantes :

- Mesure MC1 : création de 2 mares de substitution pour les amphibiens d'une superficie minimale de 300 m² en compensation de la destruction d'habitats de reproduction favorables aux amphibiens ;
- Mesure MC2 : restauration et gestion de la parcelle cadastrale 38, d'une superficie de 1,05 ha et actuellement enfrichée, en compensation de la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fructicee, la surface totale détruite étant de 1,85 ha ;
- [...]
- Mesure MC4 : restauration et gestion de parcelles complémentaires couvrant une superficie minimale de 0,8 ha en compensation de la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fructicee, la surface totale détruite étant de 1,85 ha ;
- Mesure MC5 : mise en place d'îlots de sénescence sur des parcelles complémentaires couvrant une superficie minimale de 0,46 ha, en compensation de la destruction de Chênaie pubescente la superficie totale détruite étant de 1,61 ha.

Les sites de compensation correspondant aux mesures MC1, MC2 et MC3 sont localisés sur le plan placé en annexe 4.

Les mesures MC1, MC2 et MC3 sont mises en œuvre dès la notification du présent arrêté.

Concernant les mesures MC4 et MC5, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet pour avis au service de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en charge de la biodiversité une proposition technique argumentée précisant la localisation et les modalités de mise en œuvre de ces mesures. Cette proposition technique comprendra notamment :

- l'état initial des parcelles de compensation sélectionnée, basée sur la réalisation d'inventaires floristiques et faunistiques adaptés ;
- la démonstration de l'équivalence écologique entre les pertes liées au projet et les gains associées à ces mesures complémentaires ;
- la description détaillée des modalités de mises en œuvre : calendriers, objectifs, modes opératoires, plan de gestion et moyens alloués.

Les mesures MC4 et MC5 devront être effectives au plus tard à la fin de la première phase d'exploitation de la carrière.

Afin de garantir la bonne mise en œuvre des mesures de compensation, des conventions de gestion sont établies pour une durée minimale de 30 ans. Ces conventions fixent notamment les modalités de gestion conservatoire de ces habitats conformément à l'article 5.4.2.

Les conventions établies sont tenus à la disposition du service de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en charge de la Biodiversité.»

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 19 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) et le chargé de mission espèces protégées ont constaté :

- article 5.2.4 : « L'exploitant n'a pas procédé en hiver au comblement des dépressions humides afin de limiter l'attractivité du site pour les batraciens. »
- article 5.2.5 : « L'exploitant n'a pas procédé à la mise en œuvre des mesures compensatoires prévues par la dérogation espèces protégées, en l'absence d'installation de gîtes artificiels pour les reptiles. »
- article 5.2.7 : « Le plan de gestion des mosaïques d'habitats mésoxérophiles n'est pas rédigé. »
- article 5.3 : « L'exploitant n'a mis en œuvre aucune mesure de compensation. »

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5-6 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 susvisé et des articles 5.2.4, 5.2.5, 5.2.7 et 5.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure la société CARRIERE DES BUIS de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions de l'article 5-6 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 susvisé et des articles 5.2.4, 5.2.5, 5.2.7 et 5.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société CARRIERE DES BUIS (SIREN 751 066 713), dont le siège social est situé Route de Villers-la-Faye à Comblanchien, est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour la carrière qu'elle exploite sur la commune de Ladoix-Serrigny :

Dispositions	Délai à compter de la notification du présent arrêté
<p><u>Article 5-6 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019 susvisé :</u> « Un suivi écologique doit être réalisé par des spécialistes dans les conditions mentionnées dans le dossier de demande de dérogation au titre des espèces animales protégées de juillet 2018 (2.8. R2.2o - mesure de réduction technique en phase d'exploitation : gestion écologique des mosaïques d'habitats mésoxérophiles dans la zone d'emprise d'autorisation). Ce suivi comprend : - un suivi floristique et phytosociologique (dont un suivi des espèces invasives), - un suivi des oiseaux nicheurs, - un suivi des espèces de rophalocères et d'orthoptères présentes. Il est réalisé aux années N+1, N+3, N+5, puis tous les cinq ans pendant la durée de l'exploitation, avec N qui désigne l'année de l'autorisation d'exploiter. Il est également réalisé la dernière année. Les rapports de suivi sont transmis à l'inspection des installations classées. »</p>	31/03/2024
<p><u>Article 5.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé :</u> « Lors de la réalisation des travaux, le bénéficiaire de la dérogation procède au comblement des ornières et dépressions humides afin de limiter l'attractivité du site pour les batraciens. »</p>	31/03/2024
<p><u>Article 5.2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé :</u> « le bénéficiaire de la dérogation fait procéder à la mise en place d'abris hivernaux et de gîtes favorables aux reptiles. Ces gîtes et abris sont répartis sur les pourtours de l'emprise d'extraction, conformément au plan situé en annexe 2. »</p>	31/12/2023
<p><u>Article 5.2.7 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé :</u> « Le bénéficiaire de la dérogation met en œuvre une gestion écologique au droit des mosaïques d'habitats mésoxérophiles situés dans la zone d'emprise d'autorisation et cartographiés en annexe 3, afin de préserver les reliquats de pelouses et de fructicées existants. Un plan de gestion de ces espaces est rédigé suivants les modalités définies à l'article 5.4.2. »</p>	30/06/2024
<p><u>Article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2019 susvisé :</u> « Le bénéficiaire de la dérogation procède à la mise en œuvre des mesures de compensation suivantes : ◦ Mesure MC1 : création de 2 mares de substitution pour les amphibiens d'une superficie minimale de 300 m² en compensation de la destruction d'habitats de reproduction favorables aux amphibiens ;</p>	31/03/2024
<p>◦ Mesure MC2 : restauration et gestion de la parcelle cadastrale 38, d'une superficie de 1,05 ha et actuellement enfrichée, en compensation de la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fructivée, la surface totale détruite étant de 1,85 ha ;</p>	30/06/2024
<p>◦ Mesure MC4 : restauration et gestion de parcelles complémentaires couvrant une superficie minimale de 0,8 ha en compensation de la destruction de la mosaïque pelouse sèche / fructivée, la surface totale détruite étant de 1,85 ha ;</p>	31/12/2024
<p>◦ Mesure MC5 : mise en place d'îlots de sénescence sur des parcelles</p>	31/12/2024

Dispositions	Délai à compter de la notification du présent arrêté
<p>complémentaires couvrant une superficie minimale de 0,46 ha, en compensation de la destruction de Chênaie pubescente la superficie totale détruite étant de 1,61 ha. »</p> <p><i>*Concernant les mesures MC4 et MC5, [...] l'exploitant transmet pour avis au service de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté en charge de la biodiversité une proposition technique argumentée précisant la localisation et les modalités de mise en œuvre de ces mesures. Cette proposition technique comprendra notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ <i>l'état initial des parcelles de compensation sélectionnée, basée sur la réalisation d'inventaires floristiques et faunistiques adaptés ;</i> ◦ <i>la démonstration de l'équivalence écologique entre les pertes liées au projet et les gains associées à ces mesures complémentaires ;</i> ◦ <i>la description détaillée des modalités de mises en œuvre : calendriers, objectifs, modes opératoires, plan de gestion et moyens alloués.</i> 	

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société CARRIERE DES BUIS.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Ladoix-Serrigny, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

LE PREFET
Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale adjointe,

SIGNE

Amelle GHAYOU